

La deuxième édition
de la Grande Encyclopédie soviétique

La deuxième édition de la Grande Encyclopédie soviétique

C'est en 1925
que l'éditeur
a commencé
la Grande Encyclopédie

Ouvrage offert à l'

Académie royale des Sciences coloniales
de Belgique

par l'Académie des Sciences de Moscou

PAR

Arthur WAUTERS

AMBASSADEUR DE BELGIQUE À MOSCOU,
MEMBRE DE L'ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES COLONIALES.

L'expérience a prouvé qu'une encyclopédie doit nécessairement être mise au temps et que l'Encyclopédie bisannuelle par exemple, passe plus que 75 % de sa vie dans un état de déclin très long, jamais que 20 % doivent être mis à jour au bout de une ou deux ans.

Un quart de siècle après la publication de la première édition de la G. E. R. de la soviétique.

Ainsi que le font observer les auteurs dans l'introduction, bien des articles ne sont pas mis à jour depuis

plus de vingt ans, et il est difficile de faire autre chose qu'à des intervalles très courtes.

MÉM. ACAD. ROYALE SCIENCES. COLON.

1. *La situation régionale*
2. *La situation régionale*
3. *La situation régionale*
4. *La situation régionale*
5. *La situation régionale*
6. *La situation régionale*
7. *La situation régionale*
8. *La situation régionale*
9. *La situation régionale*
10. *La situation régionale*
11. *La situation régionale*
12. *La situation régionale*
13. *La situation régionale*
14. *La situation régionale*
15. *La situation régionale*

Chambre des députés
Quatrième séance de l'Assemblée
Assises régionales de la sécurité sociale
de Belgique

Mémoire présenté à la séance du 22 novembre 1954.



Photo 16 — Nakama — Centre médico-social de mère matante.

La deuxième édition de la Grande Encyclopédie soviétique

Introduction.

C'est en 1926, deux ans après la mort de LÉNINE, que fut commencée la publication de la première édition de la *Grande Encyclopédie soviétique*. Il fallut vingt-deux ans pour la compléter. La deuxième édition fut mise sous presse en 1949. Elle doit être terminée en six ans. C'est-à-dire l'année prochaine. Elle comportera 50 volumes, tirés chacun à 300.000 exemplaires. Selon l'introduction de cette deuxième édition, le nombre des articles traités passerait de 65.000 à 100.000. Elle sera plus abondamment illustrée que la précédente, chaque volume comportant 500 à 600 illustrations et cartes.

C'est cette seconde édition que l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique offre à l'Académie royale des Sciences coloniales, en échange de ses publications ⁽¹⁾.

L'expérience a prouvé qu'une encyclopédie doit nécessairement être revisée de temps à autre. L'*Encyclopédie britannique*, par exemple, considère que 75 % des matières parues doivent être revisées dans un délai très long, tandis que 25 % doivent être revues au bout de un, deux ou trois ans.

Un quart de siècle sépare la publication de la première édition de la *G. E. S.* de la seconde.

Ainsi que le font observer les éditeurs dans l'*Introduction*, bien des choses se sont passées en 25 ans. Voici

⁽¹⁾ Les tomes sont envoyés au fur et à mesure de leur publication ; le dernier reçu à ce jour porte le n° XXV.

comment, en substance, ils dépeignent ces changements (¹).

« La publication de la première édition de la G. E. S. commença en 1926. Depuis, un quart de siècle s'est écoulé. C'était la période des grandes transformations socialistes dans notre pays, rendu remarquable par les victoires historiques remportées sous la conduite du parti de Lénine et de Staline. Les peuples de l'Union Soviétique ont créé la société socialiste. Les plans quinquennaux staliniens ont transformé la physionomie de notre pays. L'U. R. S. S. est devenue une grande puissance industrielle et kolkhozienne. La révolution culturelle est maintenant achevée. Le développement économique et culturel des différents peuples jadis arriérés, habitant les confins de la Russie tsariste, a complètement modifié leur genre de vie.

» Avec l'aide fraternelle du peuple russe, ils sont arrivés à d'importants résultats dans la construction du socialisme.

» La victoire du socialisme a marqué, en U. R. S. S., la liquidation complète de la classe des exploiteurs. L'unité morale et politique est un fait dans la société soviétique. L'amitié entre les peuples de notre pays est devenue plus étroite et indissoluble. L'Union Soviétique, grâce à son régime social et à ses forces armées, a remporté une victoire historique sur l'Allemagne hitlérienne et sur le Japon impérialiste.

» Du fait de cette victoire historique et du régime de démocratie nouvelle qui s'est installé dans les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est, en Chine, dans la Corée du Nord, l'équilibre des forces entre le socialisme et le capitalisme s'est modifié à l'avantage du socialisme.

» Dans la période d'après-guerre, les peuples de l'U. R. S. S. ont remporté de grands succès dans le rétablissement et le développement de l'économie et de la culture socialistes. L'Union Soviétique progresse dans la voie de la transition du socialisme au communisme.

» Pendant les années qui se sont écoulées depuis la publication des premiers volumes de la précédente édition de la G. E. S., la science soviétique a atteint des résultats substantiels. La théorie marxiste-léniniste, dans les œuvres géniales de Staline, a atteint les sphères les plus élevées. L'histoire du parti de l'Union Soviétique est une véritable encyclopédie des principales connaissances de la théorie marxiste-léniniste.

» La publication de la quatrième édition de l'œuvre de Lénine et de Staline a enrichi l'idéologie et la théorie du Parti, de la société soviétique et des forces progressives du monde entier.

(¹) Le texte qui suit n'est pas une traduction littérale.

» Les nouvelles découvertes de la science naturelle et de la technique ont transformé le panorama scientifique du monde, en élargissant nos idées sur la structure de la matière, en dotant l'homme de connaissances accrues pour une lutte efficace contre les forces de la nature.

» Le triomphe de la doctrine matérialiste en biologie, les travaux des disciples de Mitchourine, ont consacré la victoire des principes marxistes-léninistes en science...

» Il est normal que la première édition de la G. E. S. ne pouvait refléter les grands changements qui se produisirent dans la vie des peuples de l'Union Soviétique et des pays étrangers, ni le niveau actuel de la science, de la technique et de la culture soviétique. La plupart des articles de la première édition ont vieilli. En outre, plusieurs d'entre eux contiennent de graves erreurs théoriques et politiques.

» La première édition était médiocre au point de vue vocabulaire ; souvent on ne donnait aucune explication sur les termes, les notions et le sens des phénomènes ».

Après cette déclaration liminaire de la *G. E. S.*, on ne doit pas être surpris si les éditeurs offrent au public, aujourd'hui, un document assez différent du texte original. Dans ce pays où la théorie et la pratique sont intimement liées, les événements contemporains doivent immédiatement retentir sur les travaux scientifiques, sur leur interprétation et sur l'orientation générale de la pensée de ceux qui ont la responsabilité d'exprimer les conceptions du Gouvernement. Car, comme nous le verrons bientôt, la science en U. R. S. S. est au service du pouvoir qui, selon la théorie communiste, est l'expression de la volonté des travailleurs. C'est ainsi que, dans la deuxième édition, des articles ont complètement disparu, d'autres ont été altérés au point qu'ils n'ont plus rien de commun avec les interprétations officielles d'il y a un quart de siècle. En effet, depuis 1926, il s'est produit, en U. R. S. S., des événements considérables. Ils ont modifié l'orientation générale du régime. Ce dernier n'a d'ailleurs pas dissimulé, lorsque ces changements d'attitude se sont produits, les erreurs de jugement et de décision qui avaient été commises antérieurement.

Toute cette évolution se reflète profondément dans la nouvelle édition de la *G. E. S.*

I. Vingt-cinq ans d'histoire de l'U. R. S. S.

Une revue des principaux événements de ce quart de siècle fera mieux comprendre pourquoi les hommes qui, en U. R. S. S., collaborent à la deuxième édition de la *G. E. S.*, ne pensent plus comme ceux qui rédigèrent la première édition. L'U. R. S. S. de 1949, et à plus forte raison de 1954, n'est plus celle de 1926. On n'y pense plus en 1954 comme on y pensait en 1926.

C'est en janvier 1925 — un an exactement après la mort de LÉNINE — que TROTSKY fut démis de son mandat de Commissaire du Peuple à la Guerre. C'est en octobre 1926 qu'il fut exclu du Bureau Politique du parti. Ces mesures furent suivies successivement de son expulsion du Parti en novembre 1927, de sa déportation en exil, à Alma Ata dans le Turkestan, en janvier 1928, et de son bannissement définitif du territoire soviétique en 1929. La disgrâce de TROTSKY marqua le début de profondes dissensions intérieures. Elles devaient se terminer par le triomphe définitif de STALINE et de sa tendance, et par la liquidation de toute l'opposition.

En 1927, la révolution communiste chinoise fut écrasée.

En 1928, l'U. R. S. S. commença l'exécution du premier plan quinquennal. Sa conception, son élaboration et sa mise en œuvre, aiguisèrent encore davantage les conflits internes.

C'est le 23 juin 1931 que STALINE prononça, devant les dirigeants de l'industrie, son discours historique sur la nouvelle situation et les nouvelles tâches de l'édification économique. Ce discours mettait fin à l'égalitarisme, indiquait les techniques de la compétition socialiste et

orientait, à une cadence rapide, l'U. R. S. S. vers le productivisme et vers l'industrialisation intensive.

Les mauvaises récoltes de 1931 et 1932, aggravées par l'hostilité des masses paysannes à la collectivisation des campagnes, provoquèrent une grande famine.

Le 1^{er} décembre 1934, SERGE MIRONOVITCH KIROV, gouverneur de Léningrad (qui fut le berceau des Soviets), membre du Politburo et, après STALINE, la personnalité la plus influente en U. R. S. S., fut assassiné à Léningrad. Ce fut le signal d'une vague de terreur qui décima le parti communiste. Une série de grands procès mirent fin à ce que les dirigeants soviétiques considéraient comme une vaste conspiration contre le régime. Il y eut, en août 1936, le procès des seize (ZINOVIEV, KAMENEV, SMIRNOV, MATCHKOVSKY et d'autres). Puis, le procès des dix-sept, en janvier 1937 (PIATAKOV, RADEK, SOKOLNIKOV, MOURALOV, SEREBRIAKOV, etc.). En juin 1937, le procès secret du maréchal TOUKHACHEVSKY et d'un groupe de généraux de l'armée rouge. En mars 1938, le procès des vingt et un : RIKOV, BOUKHARINE, KRESTINSKY, RAKOVSKY, YAGODA, etc... Tous les hommes politiques qui avaient fait partie du Bureau Politique sous la présidence de LÉNINE, se trouvaient sur le banc des accusés. A l'exception de STALINE.

En août 1935, apparaît le mouvement stakhanoviste qui devait modifier complètement le système des rémunérations du travail en U. R. S. S. Pour la première fois, des couches sociales, de plus en plus nettement différenciées, purent être identifiées.

En 1936, on élabore la nouvelle Constitution soviétique, qui est adoptée le 5 décembre de la même année.

Vers 1937, la disgrâce posthume du célèbre historien M. N. POKROVSKI sanctionne la métamorphose radicale de l'idéologie officielle et oriente celle-ci vers un nouveau conformisme. POKROVSKI jouissait avant sa mort en 1931, d'un prestige exceptionnel dans les milieux scientifiques

russes et même au-delà des frontières de l'Union Soviéto-tique. Sa réputation était telle que l'Université de Moscou fut appelée « Université Pokrovski ». Lorsqu'il mourut, le Gouvernement soviétique lui fit des funérailles nationales. Ses cendres furent encastrées dans les murs du Kremlin, immédiatement derrière le mausolée de LÉNINE. Pour perpétuer sa mémoire, on fonda un prix POKROVSKI, attribué aux élèves des grandes écoles. POKROVSKI avait, dans ses travaux, toujours défendu la thèse que la Russie tsariste, à l'abri du pan-slavisme, pratiquait en réalité une politique expansionniste et impérialiste, au profit des grands propriétaires et de la bourgeoisie. Brusquement, peu après la mort de POKROVSKI, les communistes russes s'abstinrent de répudier la politique traditionnelle du régime impérial et reprirent à leur compte tous les mots d'ordre patriotiques d'avant la révolution. L'Université fut débaptisée et fut désormais appelée « Université Lomonosov ».

Au mois de mars 1939 se tint le 18^e Congrès du Parti Communiste. Il fallut attendre le mois d'octobre 1952, c'est-à-dire 13 ans, pour que fût convoqué le 19^e Congrès.

Le 23 août 1939, l'U. R. S. S. signait avec l'Allemagne un Pacte de non-agression.

Le 17 septembre 1939, au moment où HITLER envahissait la Pologne, l'Union Soviétique dénonça ses traités avec ce pays et envahit son territoire. La Pologne fut divisée entre l'Allemagne et l'U. R. S. S., les deux-tiers de la partie orientale étant cédés à l'Union Soviétique. Une grande partie de ces territoires avaient appartenu jadis à la Russie tsariste.

Dans *l'Histoire de l'U. R. S. S.* (¹), les événements qui se déroulèrent pendant cette période, sont décrits comme suit :

(¹) Par PANKRATOVA, A. X., troisième partie, page 420. Éditions en langues étrangères, Moscou 1948.

» 1939 — 17 septembre : l'armée rouge passe la frontière pour défendre la vie et les biens de la population de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales ;

» 1939 — 1^{er} novembre : intégration de l'Ukraine occidentale à l'U. R. S. S. et sa réunion à la R. S. S. d'Ukraine ;

» 1939 — 2 novembre : intégration de la Biélorussie occidentale à l'U. R. S. S. et sa réunion à la R. S. S. de Biélorussie ;

» 1940 — 12 mars : signature du Traité de Paix entre l'U. R. S. S. et la Finlande (¹) ;

» 1940 — 31 mars : transformation de la R. S. S. A. (République Soviétique Socialiste de Carélie) en République Soviétique Socialiste Carélo-finnoise ;

» 1940 — juin : libération de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, du joug des boyards roumains ;

» 1940 — 2 août : formation de la R. S. S. de Moldavie ;

» 1940 — 3 août : admission de la République Socialiste Soviétique de Lettonie au sein de l'U. R. S. S.

» 1940 — 5 août : idem pour l'Estonie ;

» 1940 — 6 août : idem pour la Lituanie ;

» 1941 — 22 juin : l'Allemagne envahit l'U. R. S. S.

» 1945 — 2 mai : l'armée rouge s'empare de Berlin ;

» 1945 — 8 mai : l'Allemagne capite sans condition ».

La guerre, indépendamment de destructions inimaginables, avait coûté la vie à 17 millions de citoyens soviétiques.

La Conférence de Potsdam, en juillet 1945, approuva le transfert à l'Union Soviétique de la Prusse Orientale, y compris le port de Koenigsberg, rebaptisé Kaliningrad. Celle de Yalta, en février 1945, entre STALINE, CHURCHILL et ROOSEVELT, lui abandonna les îles Kouril et la partie méridionale de l'île de Sakhaline. Ces territoires avaient appartenu, avant 1865 et avant la guerre russo-japonaise de 1904-1905, à la Russie impériale.

(¹) Dans cette chronologie, il n'est pas fait mention de l'invasion de la Finlande par l'U.R.S.S. Il est cependant signalé à la page 383 de l'ouvrage cité que « La Finlande se livrait à des actes de provocation jusqu'à canonner les troupes des frontières soviétiques sous Léningrad, si bien que le 29 novembre 1939 les relations diplomatiques furent rompues et l'ordre fut donné à l'armée rouge de mettre fin aux entreprises de toutes sortes de la clique militaire finlandaise. »

Immédiatement après la deuxième guerre mondiale, avec le soutien actif de l'U. R. S. S., apparaissent, tout le long de sa frontière de l'Occident, des régimes dits de démocratie populaire : Allemagne de l'Est, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et même, au-delà de cette frontière, en Yougoslavie et en Albanie. Ces nouveaux états adoptèrent les principes et la technique du Gouvernement de Moscou...

En 1943, le *Komintern* (Internationale des partis communistes) avait été dissous. Il reparut sous une forme nouvelle, en septembre 1947, par la création du *Kominform*. Cette institution fut travaillée, un an à peine après sa création, par les dissensions intérieures. La Yougoslavie en fut exclue, en juin 1948. Cette hérésie du Président Tito devait avoir des répercussions considérables sur toute l'histoire de l'Europe, et du mouvement communiste en particulier.

Entre-temps, les puissances occidentales, avec l'appui financier des États-Unis, avaient mis sur pied un plan d'assistance économique, le Plan MARSHALL. Il fut condamné, le 22 octobre 1949, par JDANOV, le dirigeant soviétique le plus influent après STALINE.

Les événements se précipitent avec une telle rapidité que la nouvelle édition de l'Encyclopédie, comme toutes les Encyclopédies d'ailleurs, est rapidement dépassée. Un fait nouveau, qui devait, lui aussi, altérer toutes les données politiques et diplomatiques du monde, se produisit, le 18 mars 1949, par la signature du Pacte Atlantique. Depuis quelque temps déjà, les relations entre l'U. R. S. S. et les puissances occidentales s'étaient profondément détériorées. Ce fut la période de la guerre froide. Elle fut marquée par un nombre considérable d'incidents. Le plus sensationnel fut, incontestablement, le 1^{er} avril 1949, la décision du Gouvernement soviétique de tenter le blocus de Berlin, ville dont le territoire était

divisé en zones relevant, les unes, des trois puissances occidentales, et l'autre, de l'influence soviétique.

Le blocus fut levé le 30 septembre suivant. L'aviation occidentale, et en particulier américaine, en avait triomphé.

En septembre 1949 aussi, les Soviétiques procédèrent à la première expérience de bombe atomique. Elle fut suivie d'une autre en octobre 1951. Et le 12 août 1953, par l'explosion d'une bombe à hydrogène.

Le communisme, que l'on avait cru anéanti en Chine par TCHANG KAI TCHEK en 1927, remporta une victoire à ce point éclatante et définitive, qu'en octobre 1949, MAO TSÉ TUNG y proclama la république populaire. Immédiatement après, en février 1950, un traité d'amitié fut signé entre la Chine populaire et l'U. R. S. S. Le 25 juin 1950, la guerre de Corée éclatait. Elle devait durer jusqu'au 27 juillet 1953.

Le triomphe de la révolution communiste en Chine décupla le mouvement autonomiste dans les territoires dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux. Il avait commencé bien avant cette date. De 1950 à 1954, on assista partout à la liquidation pacifique ou violente des grands empires coloniaux, qui se poursuivit à une cadence accélérée. Le terrorisme anticolonial et antiimpérialiste se répandit en Iran, en Égypte, en Tunisie, au Maroc, au Kenya, aux Indes. Il ne se ralentit pas dans des régions comme la Malaisie où il donnait pas mal de soucis au Gouvernement de Londres.

Ces sanglants événements eurent leur écho jusqu'en Amérique du Sud. On y assista aussi à des révoltes contre la présence, sur le territoire national, d'étrangers qui, selon les déclarations répétées des chefs de l'insurrection, exploitaient les richesses nationales à leur profit et au détriment des populations indigènes.

La guerre que la France menait en Indochine contre le mouvement d'émancipation national Vietmin, se ter-

mina par le désastre de Dien Bien Phu (7 mai 1954), forteresse organisée par les forces franco-vietnamiennes et que les militaires professionnels français considéraient comme inexpugnable. Cette date dramatique est comparable, pour le crépuscule du colonialisme, à la chute de Constantinople en 1453 pour la fin du moyen âge.

L'armistice pour la guerre du Vietnam (qui avait duré sept ans) fut signé le 21 juillet 1954, le 75^e jour de la Conférence de Genève qui réunissait les huit nations intéressées au conflit d'Indochine et qui parvinrent ainsi à y mettre un terme.

Cette agitation redoublée coïncidait avec les efforts répétés du Gouvernement de Moscou pour se rapprocher des Occidentaux qui accueillaient toutes ces démonstrations avec une réserve qui se démentait rarement.

Entre-temps, au mois d'octobre 1952, le Congrès du Parti Communiste se réunit pour la première fois depuis treize ans. Ce 19^e Congrès fut l'origine d'une nouvelle orientation, pour le moins organique. Il abolit le qualificatif *bolchevik* qui avait toujours identifié le parti de LÉNINE. Il supprima le *Politburo* et l'*Orgburo* (bureau administratif) et les remplaça par le *Praesidium* comptant 25 membres. Plus tard, ce nouvel exécutif, à peine créé, subit de nouvelles modifications dans le sens de la contraction et d'une plus grande centralisation. STALINE étant mort le 5 mars, le lendemain ce *Praesidium* fut réduit à 10 membres.

Le 10 juillet 1953, BERIA, le chef suprême de la police, fut arrêté. Il fut exécuté le 23 décembre de la même année.

Dans le domaine intellectuel, on ne peut passer sous silence l'inauguration, le 1^{er} septembre 1953, des nouveaux bâtiments de l'Université de Moscou. Ils s'élèvent sur un terrain d'une superficie de 320 hectares. Ils

comptent 148 auditoires, 1.000 laboratoires et une bibliothèque prévue pour 1.200.000 volumes (¹).

II. L'esprit de la Grande Encyclopédie soviétique.

Depuis l'*Histoire Naturelle* de PLINE, les hommes ont publié, dans toutes les parties du monde et dans toutes les langues, un nombre considérable d'encyclopédies. Aucune d'entre elles n'a échappé à la critique. Les plus anciennes aussi bien que les plus récentes. On leur a reproché tour à tour leur caractère superficiel, leur frivolité, leur candeur, leur niaiserie, leur excès de concision ou l'inverse, leur limitation dans le temps et dans l'espace, et même leur caractère tendancieux.

Les lecteurs occidentaux, qui consulteront la *G. E. S.*, ne manqueront pas d'être surpris et même irrités, des textes qu'on leur met sous les yeux. On trouvera plus loin quelques extraits de la *G. E. S.* Ils ne manqueront pas de provoquer de vives réactions. Ils n'ont pas été choisis pour leur caractère provocateur. L'auteur de la présente note s'est laissé guider dans son choix, uniquement par l'intérêt qu'ils pourraient présenter pour le lecteur belge. On devine que ce choix reste, malgré tout, arbitraire et déplorablement limité.

Ceux qui prendront connaissance de la *G. E. S.* se souviendront peut-être de l'accueil qui fut fait à la *Grande Encyclopédie* de DIDEROT. Elle connut des tribulations autrement agitées que la publication de la *G. E. S.* Celle-ci s'exécute avec l'appui illimité — financier, matériel et moral — du Gouvernement d'une des deux plus grandes puissances mondiales. Il n'est pas exclu cepen-

(¹) Le nouvel immeuble n'abrite que les facultés scientifiques et techniques. Les facultés de droit et de philosophie et lettres sont restées dans les anciens locaux, en face du Kremlin. Elles comptent 11.000 étudiants ; les facultés scientifiques 13.000. Les établissements d'enseignement supérieur de l'U.R.S.S. ont une population d'un million et demi d'étudiants.

dant que certains des collaborateurs passés et même présents de la *G. E. S.* aient eu, avec leurs commanditaires, des conflits aussi violents que ceux qui mirent aux prises DIDEROT avec la police du pouvoir royal, avec le perfide libraire LE BRETON, et même avec les plus illustres de ses collaborateurs qui, comme d'ALEMBERT et TURGOT, se dérobèrent au moment où DIDEROT faisait face à des cabales inavouables.

La publication de la *G. E. S.*, comme la publication de l'Encyclopédie de DIDEROT, marque la rupture avec des institutions démodées, avec un mode de pensée dépassé, avec une conception de la science inacceptable pour les protagonistes de la révolution communiste.

L'Encyclopédie de DIDEROT se dressait contre l'Église. Elle était considérée, comme DESNOIRESTERRES l'a dit, comme une machine de guerre. Elle attaquait le Gouvernement absolu et le christianisme lui-même. Elle apparaissait comme hérétique, opposant la tolérance religieuse et le droit de libre pensée au fanatisme. Elle proclamait le droit du commun peuple de participer à la gestion des affaires de la nation. Comme la *G. E. S.*, elle exaltait la recherche scientifique. Elle s'opposait ainsi à l'absolutisme, à l'ingérence du pouvoir ecclésiastique et militaire. Elle fut dénoncée comme une entreprise de conspiration contre le pouvoir légitimement établi. Sa publication fut interdite. Et, comme c'est toujours le cas, cette décision lui conféra tout le prestige de la clandestinité. Les mutilations et les grossières corrections que lui infligea arbitrairement le libraire LE BRETON n'enlevèrent point à cet ouvrage la place qu'il mérite dans les tentatives d'explorer les mystères scientifiques non résolus, dans les spéculations de l'esprit et les curiosités de la pensée.

Les persécutions dont DIDEROT fut l'objet ne l'empêchèrent pas de poursuivre son travail. Elles l'obligè-

rent à rédiger lui-même des centaines d'articles que les transfuges avaient promis de lui écrire.

Cet esprit combatif et résolu, délibérément partisan, on le retrouve chez les auteurs de la *G. E. S.*

Voici comment ils s'expriment à ce sujet⁽¹⁾ :

« Une Encyclopédie, par le choix des mots et — plus encore — par son contenu et la façon dont sont traités les sujets, devient un miroir reflétant, de manière concentrée, l'idéologie de la classe dont une Encyclopédie est issue ; cette classe infusant l'idéologie en question dans la conscience des lecteurs, la popularise et élargit par là la base idéologique de sa souveraineté (si cette classe est « régnante ») ou la crée dans le but de lutter pour la souveraineté (si cette classe est seulement « montante »). C'est ce qui rend une Encyclopédie, dans tous les cas, un instrument important dans la lutte des classes, pas aussi souple, il est vrai, qu'un journal, un magazine ou même un livre, mais embrassant par contre une suite de générations et calculé pour avoir un effet prolongé et approfondi. La classe, au nom de laquelle une Encyclopédie parle est, d'une part, armée par ses soins de connaissances utiles choisies en conséquence, aidée, d'autre part, dans la formation des cadres de ses effectifs ; quant aux autres classes, qui ont recours à elle, une Encyclopédie tâche de les soumettre à son influence spirituelle et les « assimiler » — idéologiquement parlant. C'est pourquoi, l'histoire de l'Encyclopédie est, en quelque sorte, l'histoire de la lutte des classes, vue — par l'optique d'une certaine classe — à travers la scène et son développement ; son contenu, à chaque étape, correspond plus ou moins, à une étape donnée de cette lutte. Ceci est particulièrement visible dans les Encyclopédies dites « universelles » (différentes des Encyclopédies « spéciales »), lesquelles sont destinées aux sphères de lecteurs les plus larges, « démocratiques », et, par leur constitution fondamentale, ont un caractère social et politique, étant par le fait même, plus nettement tendancieuses.

» Toutes ces Encyclopédies (la *Grande Encyclopédie Soviétique* — l'*Encyclopédie Technique* — la *Grande Encyclopédie Médicale* — la *Petite Encyclopédie Soviétique*, etc...) et surtout les *Grande et Petite Encyclopédies Soviétiques* diffèrent vivement des anciennes Encyclopédies russes prérévolutionnaires et des Encyclopédies étrangères actuelles. C'est pourquoi, elles ont inclus dans leur nom ce mot « soviétique ».

(1) *G.E.S.*, première édition, page 475 et sq.

» Voici en quoi résident ces différences essentielles :

» I. Les Encyclopédies Soviétiques sont basées sur le marxisme-léninisme. Cela signifie : application de la méthodologie marxiste-léniniste, concrétisation du matérialisme dialectique dans les sciences séparées, suppression des déformations idéalistes et opportunistes, esprit de parti ; elles éclairent largement l'histoire du mouvement de la classe ouvrière, se penchent au maximum sur l'époque contemporaine tant en U. R. S. S. (édification socialiste) qu'en Occident, etc.... C'est pourquoi, dans les Encyclopédies Soviétiques, il n'y a pas de place pour des articles « amusants » sur des thèmes sans intérêt social sérieux, pour des biographies traitées d'un point de vue personnel et souvent anecdotique, de « grands » personnages comme des rois et des généraux, biographies dont sont pleines les Encyclopédies bourgeoises. De plus, les Encyclopédies Soviétiques évitent des jugements formalistes d'œuvres littéraires et artistiques, la manière de traiter purement descriptive de phénomènes économiques ou de faits historiques, etc...

» II. De cette différence de base des Encyclopédies Soviétiques découle une originalité absolue de la plupart des articles — par opposition tant à la majorité d'Encyclopédies russes précédentes, qu'à la majorité d'Encyclopédies étrangères actuelles faisant des emprunts l'une à l'autre — ceci pour autant que, pour la première fois, on essaie d'appliquer les directives marxistes-léninistes à l'exploration des sujets qui sont traités dans les articles susmentionnés.

» III. Les Encyclopédies Soviétiques, dans le but d'atteindre à l'idéologie marxiste-léniniste la plus conforme, exigent le choix des auteurs le plus sévère, ainsi qu'une rédaction minutieuse — toutes qualités auxquelles ont renoncé depuis longtemps les Encyclopédies bourgeois, pratiquant l'électicisme le plus large dans la pensée et le choix des auteurs et se bornant, dans le travail rédactionnel, aux moments purement techniques.

» De cette façon, le changement idéologique reflété par les Encyclopédies Soviétiques est encore plus profond et plus large que le passage à l'idéologie bourgeoise qui se réfléta dans la *Grande Encyclopédie Française* du XVIII^e siècle. La méthodologie marxiste-léniniste, la nouvelle corrélation entre la théorie et la pratique, l'économie socialiste planifiée, l'énorme reconstruction technique, le changement socialiste dans l'économie rurale, la politique nationale, la nouvelle organisation et la méthodologie de la science, les nouveaux points de vue sociaux, la signification du parti à l'échelle nationale et internationale, la nouvelle génération — créatrice d'une vie nouvelle —

tout cela, ainsi que beaucoup d'autres choses, pose des problèmes totalement nouveau. *L'Encyclopédie Soviétique* fournit la solution de ceux-ci, sur la base de la méthode nouvelle, tout en utilisant au maximum le patrimoine culturel, passé au crible d'un jugement critique. On comprend cependant facilement qu'étant une édition d'une période transitoire, les Encyclopédies Soviétiques reflètent le niveau et l'ensemble de questions particulières qu'atteignit la théorie du marxisme-léninisme à tel ou tel moment. La lutte victorieuse des classes et l'édification fertile du socialisme, tout en se basant sur la théorie du marxisme-léninisme, s'accompagnent du développement ultérieur et de la concrétisation de cette théorie (les décisions du V. K. B., et du *Kommintern*, les travaux de Staline, etc...). Des tomes séparés de l'*Encyclopédie* reflètent les étapes de ce processus, s'approchant de plus en plus de la solution du problème posé. Cependant, le problème n'est pas encore résolu. Les bases philosophiques du marxisme-léninisme, de même que les aspects principaux de sa théorie et de sa tactique révolutionnaires, sont déjà suffisamment déterminés en ce qui concerne les sciences sociales. Mais pour ce qui est des sciences naturelles (surtout du point de vue concret) et de la technique, ainsi que d'une série de questions concrètes d'histoire (histoire ancienne surtout), la critique d'art, etc., les cadres grandissants des savants marxistes ne font que commencer une application suivie de la ligne marxiste. Pour une série de sujets dans ces branches, les Encyclopédies Soviétiques ne peuvent encore, pour l'instant, donner une interprétation marxiste-léniniste achevée. Désirant munir de connaissances ceux qui travaillent, les Encyclopédies Soviétiques citent, dans les dites branches, les articles des plus grands spécialistes (même si ceux-ci ne sont pas des marxistes), contenant le matériel scientifique, débarrassé de toute idéologie bourgeoise qui les déforme. Des fautes, devant être rectifiées dans les éditions suivantes, furent faites, d'ailleurs, dans cette voie.

» Parmi les Encyclopédies Soviétiques, c'est surtout la *Grande Encyclopédie Soviétique*, qui doit par son caractère et son contenu adopter la base marxiste dans la science, étant elle-même un des instruments de cette adoption ».

Mais à cet esprit d'intransigeant prosélytisme qui est donc commun à l'Encyclopédie de DIDEROT et à la *G. E. S.*, celle-ci ajoute le narcissisme scientifique qui, à certains moments, frise la fanfaronnade. Dans l'introduction de la deuxième édition, on peut lire ce qui suit :

« Les physiciens, les chimistes, les médecins, les géologues, les travailleurs de tous les secteurs de la science, les hommes de lettres et les artistes, ont enrichi la culture socialiste, en montrant sa supériorité par comparaison à la culture décadente de la bourgeoisie. L'Union Soviétique est devenue de plein droit le centre de la civilisation universelle ».

Il est fort remarquable que les intellectuels communistes étrangers à l'U. R. S. S. aient défendu, avec plus de vigueur encore que leurs camarades soviétiques, le droit d'introduire l'esprit de parti dans l'art, dans la littérature et dans la science. Ainsi LAURENT CASANOVA (¹) reconnaît qu'il y a eu en U. R. S. S. intrusion de la politique dans la science. (Voir plus loin, au chapitre « La Recherche scientifique en U. R. S. S. », le mode de présentation des thèses du biologiste LYSENKO devant l'Académie de l'Agriculture).

CASANOVA excuse cette intrusion, en disant qu'elle était le fait du parti de la classe ouvrière « c'est-à-dire, » dit-il, d'un parti qui se sait porteur d'une théorie scientifique dont les principes et la méthode ont été vérifiés » expérimentalement depuis un siècle et qui, dans le » maniement de la science, a appris à placer la théorie » très haut ».

MICHEL VERRET (²) affirme que l'esprit de parti (bien entendu du parti communiste — note de l'auteur) inspire actuellement la seule position scientifique et la seule position nationale possible. Il ajoute

« Qu'il n'est de vérité que dans la position du parti, c'est-à-dire dans la position qui interprète les intérêts de classe de la classe montante... Qui plus est, de la classe qui, la première dans l'histoire, proclame la vérité de sa propre pratique et la première qui, comme telle, puisse déterminer scientifiquement le développement de toutes les formes de la vie sociale ».

(¹) CASANOVA, L., Responsabilités de l'intellectuel communiste, page 13, Édition de *La Nouvelle Critique*, 64, boul. A. Blanqui, Paris 13^e.

(²) VERRET, M., dans *La Nouvelle Critique*, n° 19, septembre/octobre 1950, p. 48.

Et MICHEL VERRET poursuit la démonstration en disant que les intérêts nationaux se confondent avec les intérêts de la classe ouvrière, puisque celle-ci est la classe montante.

« Donc, l'esprit de parti, interprète des intérêts de classe du prolétariat, est la forme la plus élaborée de l'esprit national et même plus simplement de l'esprit d'humanité ».

Dans un article de la même *Nouvelle Critique* (1), le même auteur précise à son tour ce que c'est que l'esprit de parti.

« ...Si l'esprit de parti est aujourd'hui l'expression la plus haute de l'esprit patriotique, de l'esprit de liberté et d'humanité, il le doit à la théorie et à la pratique du parti révolutionnaire du prolétariat, à l'existence de l'U. R. S. S., dont le visage radieux révèle au monde, le visage de l'avenir.

» ...L'esprit de parti prend donc dans la réalité quotidienne un caractère très précis : fidélité inconditionnelle au parti communiste, fidélité inconditionnelle à l'Union Soviétique, pays du socialisme vainqueur.

» ...Attachement inconditionnel au parti et à l'Union Soviétique, telle est la règle d'or de l'esprit de parti ».

Une dernière particularité de la *G. E. S.*, c'est que, malgré ce ralliement sans réserve des intellectuels étrangers à leur doctrine, les communistes russes qui publient cette *Encyclopédie*, n'en ont pas accueilli beaucoup parmi leurs collaborateurs.

L'*Encyclopédie* fut rédigée — les 25 volumes parus — par 7.579 collaborateurs recrutés parmi les 35 nationalités de l'U.R.S.S., dont 5.062 russes ainsi que des Chinois, des Bulgares, des Hongrois, des Allemands, des Coréens, des Espagnols, des Polonais.

La disgrâce de l'historien POKROVSKI suffit à elle seule à expliquer pourquoi l'*Encyclopédie* fut écrite presque exclusivement par des patriotes soviétiques. Et aussi par le

(1) VERRET, M., *La Nouvelle Critique*, no 23, février 1951, p. 60.

fait que les Soviétiques revendentiquent la supériorité de la science soviétique sur toutes les autres.

III. La recherche scientifique en U. R. S. S.

On comprendra mieux l'esprit de la *G. E. S.* quand on connaîtra les principes qui inspirent la recherche scientifique en U. R. S. S. Car la *G. E. S.* est un instrument de cette recherche en même temps qu'elle fait l'inventaire de leurs résultats. Les chercheurs s'inspirent de notions radicalement opposées à celles de l'Occident. Ils prennent le contrepied non pas de nos techniques, mais de nos conceptions en matière de recherches.

1. Critiques de la recherche en régime capitaliste.

En Russie soviétique, on considère que la science bourgeoise a fait banqueroute. En régime capitaliste, les recherches ne sont faites que dans le but d'intensifier l'exploitation de la main-d'œuvre, d'accroître le profit ou de préparer la guerre.

La recherche scientifique est toute entière dominée par les monopoles capitalistes. Ceux-ci pratiquent le malthusianisme scientifique. Les publications communistes citent le cas de savants belges qui ne peuvent entreprendre aucune recherche, dans le domaine de la physique atomique, à cause de l'emprise totale des capitalistes américains sur l'uranium congolais. Elles ajoutent que les monopoles capitalistes du charbon, de l'électricité et du pétrole s'opposent à la réalisation des projets d'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Les trusts interdisent la mise en pratique de certaines inventions qui pourraient menacer la prospérité d'entreprises démodées. Ils s'opposent à la publication des travaux de certains savants. Ils peuvent, à leur gré, décider quelles recherches seront faites et en interdire d'autres.

D'où chômage des intellectuels. Les savants étant généralement très mal payés, lorsqu'ils occupent des positions officielles, ils deviennent, bon gré mal gré, les mercenaires des capitalistes. Ceux-ci sont d'ailleurs assez puissants pour empêcher les laboratoires officiels eux-mêmes de disposer des ressources nécessaires pour poursuivre leurs travaux.

Les Soviétiques contestent que la recherche scientifique doit être l'apanage de quelques élites désintéressées. Ils affirment au contraire que la science a toujours un caractère de classe. Elle ne peut rester au-dessus des luttes d'intérêt. Ce sont même ces conflits qui, généralement, déterminent l'orientation des recherches. La théorie et la pratique scientifiques sont, à toutes les époques, déterminées par la structure politique et économique de la société.

Les communistes russes ne nient pas qu'il existe dans les pays capitalistes des hommes qui se livrent à des recherches sans poursuivre de buts lucratifs. Mais ils croient que ces recherches abstraites, sans objectifs précis et utiles, sont stériles. Ils appellent ces chercheurs des « savants carmélites ».

Dans la plupart des pays capitalistes, il n'y a aucune coordination organique entre l'industrie et les laboratoires. Ce cloisonnement est funeste à la fécondation mutuelle des sciences.

2. La science prolétarienne.

Par conséquent, pour les communistes, il y a une science bourgeoise et une science prolétarienne. Une physique prolétarienne, une biologie prolétarienne, etc...

Toutes les recherches, en U. R. S. S., sont basées sur la dialectique de la nature, l'unité de la science, son universalité et sur l'interpénétration de la théorie et de la pratique.

Ainsi, ils attribuent l'apparition de la doctrine de LYSENKO aux besoins impérieux pour le nouveau régime en Russie, d'accroître le niveau alimentaire des masses. Ils établissent une comparaison avec les découvertes de GALILÉE par exemple. Il représentait, à son époque, le progrès. Il était soutenu par les éléments les plus avancés de son temps. C'est-à-dire la classe des navigateurs, des riches marchands, des manufacturiers, des propriétaires miniers, auxquels s'opposaient les théologiens représentant la noblesse menacée dans ses priviléges par l'apparition de la classe ascendante des marchands et des manufacturiers.

De même, ils attribuent les progrès considérables de la chimie pendant la révolution française, au blocus et à la guerre qui avaient posé, devant les savants, des problèmes techniques dont la solution s'imposait.

Les communistes font également remarquer que les savants de la révolution française comme LAVOISIER, LAPLACE et MONGE, appartenaient tous au Tiers-État qui avait déclenché la révolution contre l'aristocratie.

Ils en concluent que la vérité scientifique est toujours du côté de la classe montante, de celle qui va exercer le pouvoir ou qui s'en est déjà emparé.

De là, ils tirent la conclusion qu'il n'y a rien d'insolite à ce que les recherches scientifiques soient soumises à l'autorité du parti. Et dans ce cas, du seul parti existant : le parti communiste.

C'est en Russie aussi que ceux qui sont à la tête, par exemple, des recherches biologiques, ont surgi de la masse. Les progrès scientifiques en U. R. S. S. sont dus, dans un grand nombre de cas, à des ouvriers et non point à des chercheurs professionnels. C'est le cas de STAKHANOV pour l'organisation scientifique du travail, et de PANINE, qui a révolutionné la vieille conception de l'Arctique par ses observations pratiques sur la dérivation de la banquise.

Les communistes établissent d'ailleurs une analogie entre cette collaboration entre les travailleurs manuels et les intellectuels et le fait que GALILÉE apprit d'un fontainier de Florence que l'eau ne pouvait s'élever au-dessus de 18 coudées de hauteur à l'aide d'une pompe aspirante. C'est de cette révélation que découlerent, selon les communistes, les travaux de TORICELLI et de PASCAL.

Les communistes affirment aussi que les corporations artisanales, durant le moyen-âge et la Renaissance, avaient découvert empiriquement des vérités fondamentales, que la science universitaire ignorait depuis l'époque d'ARISTOTE.

Les adversaires de la science dite bourgeoise, ne contestent pas que les chercheurs ont besoin de certain stimulant de classe pour accomplir leurs tâches. Dans le cas des savants soviétiques, c'est la solidarité socialiste qui joue ce rôle.

Le fait que le parti ascendant détient la vérité, doit nécessairement condamner « l'objectivisme bourgeois ». Il doit être énergiquement combattu. Surtout dans les sciences historiques. En mai 1952, l'ouvrage récent d'un historien russe réputé, sur les *Falsifications bourgeoises de l'histoire*, fut vivement pris à partie par la presse soviétique, parce que l'auteur avait fait trop bonne mesure, dans ses exposés, aux thèses de ceux-là mêmes qu'il combattait.

Le droit pour le parti communiste de se substituer aux savants pour décider quelle est la thèse à défendre, n'est plus au stade des revendications.

Il est intéressant de rappeler comment s'est engagée la discussion entre T. D. LYSENKO et ses compatriotes qui persistaient à défendre la théorie de MENDEL-MORGAN sur l'hérédité. Cette discussion fut entamée, à la session du mois d'août 1948, à l'Académie des Sciences agricoles. (Elle porte le nom de LÉNINE).

LYSENKO commença son exposé par la déclaration suivante :

« Camarades, avant que je n'entame mes conclusions, je crois de mon devoir de vous déclarer ce qui suit. On m'a demandé quelle était l'attitude du Comité Central du Parti, au sujet de mon rapport. Ma réponse est que le Comité Central du Parti l'a discuté et l'a approuvé ».

(Tempête d'applaudissements qui devient une ovation ; toute l'Assemblée est debout.)

On sera sans doute un peu surpris qu'un homme de science, parlant au sein d'une Académie, invoque l'autorité du parti communiste, dans une discussion académique, pour convertir ses collègues à son point de vue, dans un problème purement scientifique.

Tous les partisans des théories biologiques de MENDEL-MORGAN, sans aucune exception, se sont inclinés.

Cette intrusion du pouvoir politique dans l'activité scientifique est à ce point devenue une règle qu'un quotidien de Moscou, en mai 1952, a publié une âpre critique de la thèse défendue par un candidat docteur, en ce qui concerne les origines populaires de la littérature, dans les républiques autonomes de l'U. R. S. S. C'est évidemment une chose inimaginable en Occident, qu'un quotidien prenne à partie un récipiendaire universitaire.

La *Pravda* du 20 mai 1952 se plaignait amèrement de la publication par la maison d'édition d'État, d'une anthologie des œuvres du poète DEMYAN BEDNY, parce que le compilateur n'avait pas tenu compte que l'écrivain avait modifié l'orientation de son œuvre sous la pression des critiques du parti.

Cette certitude que le parti, parce qu'il triomphe, détient la vérité, entraîne une autre conséquence : c'est le narcissisme scientifique. La presse soviétique a revendiqué, pour la Russie, la priorité pour la découverte du Pôle Nord et pour la reconnaissance des régions antarctiques. On sait depuis longtemps que les Russes reven-

diquent l'invention de la bicyclette, du dirigeable, du sous-marin, de la radio, du radar, de la machine à étirer le verre, de l'avion...

Cette disposition d'esprit aboutit à d'étonnantes situations. Ainsi, on voit le même savant s'occuper à la fois de physique, de chimie, de géologie. Il fait aussi des recherches sur les phénomènes radio-actifs. C'est le cas de KHLOTINE. Les biologistes de l'Université de Moscou, qui dénoncent avec violence les théories de MENDEL et MORGAN sur l'influence de l'hérédité, aboutissent à la conclusion, affirmée par eux-mêmes, « qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent ». Ils citent le cas de LYSENKO qui, en trois ans et même en 2 1/2 ans, a découvert des variétés de végétaux dont on avait besoin dans la région d'Odessa. Ces variétés ne devaient pas fleurir au moment des pluies de juin. En même temps, elles devaient être assez hâtives pour échapper au vent desséchant de l'été. C'est dans cette Université que l'on se propose d'allonger, dans le sens horizontal, le pis des vaches et de donner aux trayons un diamètre plus grand. Tout cela étant basé sur le néo-darwinisme et le néo-lamarckisme.

C'est, emportés par cette certitude, que les communistes russes ont élaboré ce que l'on appelle le « plan du 20 octobre » qui va transformer en 15 ans, selon eux, une steppe stérile de 120 millions d'hectares, soit deux fois la superficie de la France.

Le 24 mai 1952, le Département des Sciences techniques de l'Académie des Sciences a célébré le 150^e anniversaire de la découverte de la lampe électrique et de l'électro-métallurgie.

La *Pravda* du 29 mai 1952, a annoncé que les milieux scientifiques russes ont célébré le deuxième centenaire de la création de la physico-chimie par le Russe M. V. LOMONOSOV.

En même temps, ce caractère utilitaire et populaire de la recherche scientifique a d'autres conséquences.

50 % des livres publiés par les éditions d'État sont des livres techniques ou scientifiques.

Le désir de lire et de s'instruire est ici très vif et universel. Les jeunes vont jusqu'à lire au pied des tombes dans les cimetières.

3. Le statut organique de la recherche.

L'organisation de la recherche scientifique en U. R. S. S. est basée toute entière sur l'article 126 de la Constitution. C'est celui qui proclame la liberté d'association pour tous les citoyens russes, au sein de coopératives, de syndicats, de groupes sportifs et aussi de sociétés *savantes*. Mais le même article ajoute tout de suite que le parti communiste est le noyau directeur de toutes les organisations à caractère public ou gouvernemental. Il est donc clair que l'activité des académies, par exemple, est contrôlée par le parti. Mais cet article 126 de la Constitution de 1936 prend toute sa signification lorsqu'il est éclairé par les faits.

D'autre part, il y a un détail important qui échappe toujours aux Occidentaux. C'est que le plan quinquennal est une loi dont l'application est obligatoire. Elle comporte des sanctions pour ceux qui voudraient se dérober à sa réalisation. Et, par conséquent, aussi pour les académiciens et pour les Instituts de recherches. Ce plan quinquennal établit un ordre de priorité pour les investissements, la répartition de la main-d'œuvre et aussi les recherches. C'est l'autorité politique et non point la commission du plan qui décide souverainement de ces recherches et aussi de l'esprit dans lequel elles se feront.

C'est pourquoi il ne faut pas être surpris que le Comité Central du parti communiste ait pris position sur des problèmes scientifiques comme les principes de biologie mitchourienne.

Le directeur-adjoint de l'Institut physico-technique

de Kharkov, le Dr M. RUHEMANN a publié dans le livre de J. D. BERNAL, *The Social Fonction of Science*, une note expliquant les méthodes employées pour la recherche scientifique dans le domaine particulier qui l'intéresse. Ce qui se fait dans ce domaine se répète ailleurs.

RUHEMANN confirme dans cette note que l'Académie des Sciences relève directement du Soviet Suprême. Et par les observations ci-dessus, on discerne tout de suite l'intrusion du parti dans son activité.

La recherche scientifique, en Union Soviétique, n'est pas limitée à un seul département et n'est pas non plus la responsabilité d'un seul commissaire. Chaque département ministériel procède à des recherches de manière à donner à la science ce caractère universel qu'elle n'a pas dans les pays capitalistes.

Chaque usine a son propre laboratoire de recherches. Les uns font des recherches d'intérêt purement local, d'autres ont des horizons plus étendus.

La plupart des commissariats ont leur propre institut de recherches. Ceux-là couvrent l'ensemble des problèmes scientifiques intéressant la totalité du département et non seulement une usine donnée. C'est le cas pour l'Institut des Nitrogènes de Moscou qui dépend du commissariat de l'Industrie lourde. Cet Institut a publié différents travaux scientifiques de KRISHEVSKI et de ses collaborateurs sur la thermodynamique.

En dehors de ces instituts de recherches, plusieurs départements disposent de stations d'expérience où les nouveaux procédés sont élaborés et éprouvés. Les départements des recherches du commissariat de l'Industrie lourde contrôlent un certain nombre de grands laboratoires, comme les Instituts de physico-technique de Leningrad, de Kharkov et d'autres villes, ainsi que l'Institut de chimie de Moscou.

L'institution scientifique la plus élevée de l'U. R. S. S. est l'Académie des Sciences. Elle administre et dirige

de nombreux laboratoires qui s'occupent de recherches à long terme. Sa fonction principale cependant est de coordonner toutes les activités scientifiques de tous les commissariats, principalement pour la planification du développement du pays.

En vertu du principe de la centralisation démocratique, qui est la règle en U. R. S. S., le directeur seul est responsable de l'activité de son Institut. S'il dispose d'un suppléant ou d'assistants, ceux-ci sont responsables vis-à-vis de lui, et non plus vis-à-vis des secteurs ou des trusts.

La principale fonction de l'Académie des Sciences est la planification des recherches. C'est elle qui détermine l'utilité relative et comparative, pour la communauté, de chacune des branches de la science, à un moment déterminé et qui en évalue l'importance potentielle pour l'avenir.

L'Académie décide quelle espèce de problèmes seront réservés à ses propres institutions de recherches, et les sujets qui seront abandonnés à l'activité des instituts relevant des commissariats ou bien des laboratoires d'usines.

Chaque organisation de recherches est responsable pour la communication de ses découvertes et pour leur prompte mise en pratique. Ces découvertes doivent être soumises aux dirigeants des trusts et des usines avec des suggestions pratiques pour leur mise en valeur. Les directeurs d'institutions scientifiques et de laboratoires doivent garder un contact étroit avec les organisations industrielles. Ils doivent prendre les mesures nécessaires pour vulgariser les nouveaux faits et les nouvelles idées.

Sur la base des directives générales données par le Gouvernement, l'Académie des Sciences, en collaboration avec la commission de planification d'Etat, discute à la fin de chaque année, les plans de recherche avec

les administrateurs des différents laboratoires et leurs collaborateurs.

En dehors des recherches scientifiques proprement dites, l'U. R. S. S. s'est préoccupée de cultiver l'esprit scientifique des masses.

Les sciences naturelles prennent une place importante dans les programmes scolaires.

Dans les maisons pour enfants, il y a d'excellents laboratoires scientifiques et des expositions pour familiariser les jeunes citoyens avec la science. Les journaux soviétiques publient toujours les articles scientifiques en première page. Les postes de direction sont accessibles à n'importe quel citoyen soviétique, quelle que soit sa classe ou son sexe. Dans chaque usine, les salariés sont obligés d'assister à des cours où l'on explique les procédés de fabrication suivant des concepts scientifiques.

Les *Izvestiyas* ont publié, le 29 mai 1952, une critique assez vigoureuse du travail de recherches en U. R. S. S. Le journal signale que les savants qui participèrent à la 7^e session de l'Académie des Sciences médicales, ont émis des critiques sur le fonctionnement des instituts qui s'occupent des maladies infectieuses, de la morphologie normale ou pathologique, de l'histoire de la médecine, etc... Il y manque, d'après eux, une atmosphère créative. Ceux qui font des recherches s'isolent trop de la vie.

Les conseils académiques d'Odessa et de Tiflis n'ont pas non plus échappé à ces accusations.

Et le journal formule une objection assez singulière, au sujet de l'Institut polytechnique de Kiev. Il se plaint qu'il travaille sans contact avec l'opinion publique. Puis il ajoute que les fonctionnaires de ce département de recherches se laissent influencer par des liens de famille pour sélectionner leurs collaborateurs.

Cet isolationnisme, dit le journal, et ces collusions aboutissent à la stagnation et à la routine. Les hommes

de science doivent s'accoutumer à la critique. Il n'est pas bon qu'ils travaillent dans une atmosphère de fausse euphorie.

Les invitations à manifester davantage d'esprit critique se multiplient dans la presse quotidienne et dans les publications scientifiques. Mais ceux qui les formulent ont bien soin d'en fixer les limites. Il reste clairement entendu que ces controverses éventuelles doivent se développer sur la base de la conception marxiste du monde et de l'histoire. Quiconque se permettrait de la contester serait taxé de « critique hostile à la culture soviétique et d'antipatriotisme » et traité éventuellement comme tel. (M. T. IOVCHUK, Les conflits d'opinion et la liberté de critique. *Problèmes de Philosophie*, 1952, n° 2, en langue russe seulement : *Voprosy Filosofii*).

Car la surveillance du parti sur les travaux des savants et artistes n'est pas une fiction ou une simple velléité. En 1948, le comité central du parti communiste prit un décret au sujet de l'opéra *Une grande amitié*, afin de redresser les erreurs de formalisme, de cosmopolitisme, d'idéalisme ou de mysticisme dans les œuvres d'art. Des compositeurs comme SHOSTAKOVITCH et PROKOFIEV s'amendèrent. En récompense de leur docilité, ils reçurent le prix STALINE.

STALINE est qualifié, dans l'article précité, de « flambeau de la science ». C'est en citant son exemple que les orthodoxes de la nouvelle scolastique marxiste encouragent la critique dans les strictes limites citées. Car STALINE a même pris la liberté de critiquer ENGELS à plusieurs reprises.

Les autorités politiques ou académiques qui se sont alignées contre l'objectivisme bourgeois admettent qu'il y a encore trop de savants en Russie soviétique qui sont envoûtés par des survivances idéologiques du capitalisme. C'est pourquoi l'objectivisme bourgeois doit être l'ennemi public n° 1 des hommes de science du nouveau

régime. Les plus illustres de ces attardés ont été soumis à des sanctions. Notamment, le grand économiste VARGA, des historiens réputés et nombre de biologistes de renom. Et c'est le comité central du parti qui, chaque fois, a pris l'initiative de ramener ces brebis égarées dans le bon chemin, en organisant des séances de discussions. Elles se convertissent immédiatement en confessions publiques pour ceux ayant oublié que c'est le parti qui détermine les « normes » scientifiques en régime « communiste ».

Moscou, septembre 1954.

ANNEXES**Extraits de la 2^e édition de la G. E. S.****1. La Belgique.**

- a) *La Belgique pendant sa période transitoire vers l'impérialisme et pendant sa période d'impérialisme.*

1871-1914

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la petite Belgique devint rapidement un pays bien développé du point de vue industriel. Cette transformation fut facilitée par les ressources naturelles et la masse des capitaux rassemblés par un commerce étendu d'intermédiaire et par l'exploitation rapace des colonies acquises pendant cette période. Les charbonnages, la métallurgie et la construction des machines se sont développés avec un succès particulier. Au début du XX^e siècle, la population des campagnes ne représentait que 23 % du nombre total d'habitants ; de plus, une partie des paysans les plus pauvres s'engageaient, comme salariés, dans les fabriques environnantes tout en conservant un lopin de terre. En 1898, la Belgique comptait environ 800.000 ouvriers, occupés dans les grandes usines et fabriques. La densité du prolétariat industriel était en Belgique plus élevée qu'en France et dans les autres grands États européens. Les années 1870-90 furent la période où le capitalisme, basé sur la libre concurrence, devint le capitalisme monopoliste. A la fin du XIX^e siècle, l'oligarchie financière, étroitement liée à la Cour, prit le pouvoir.

Le roi LÉOPOLD II était non seulement l'exécuteur de la volonté du capital financier belge, mais également un de ses représentants les plus marquants, prenant une part active aux spéculations bancaires et aux occupations coloniales. Vers 1884, un énorme territoire de l'Afrique centrale, couvrant la plus grande partie du bassin du fleuve Congo et une petite partie du bassin du cours supérieur du Nil (c'est-à-dire le Congo belge) se trouvait entre les mains d'un petit groupe de gros capitalistes belges, ayant à leur tête LÉOPOLD II, étroitement liés aux capitalistes français. Ce territoire constitua le soi-disant « Royaume libre du Congo », dont le roi belge fut nommé souverain.

La population indigène du Congo fut victime d'une exploitation cruelle. Elle était forcée de fournir, pour une rétribution misérable, du caoutchouc, de l'ivoire et de la cire. Une partie importante de la population indigène fut massacrée. Rien qu'en six ans (1899-1905) on exporta du Congo en Belgique, du caoutchouc et autres matières brutes pour une valeur de 13.700.000 livres St. En 1908, le territoire du Congo belge est devenu officiellement colonie belge.

.....

b) *La Belgique dans la période 1918-1939*

Après la défaite de l'Allemagne en 1918, la Belgique fut libérée. Suivant le traité de Versailles en 1919, la Belgique reçut deux petits cantons : Eupen et Malmédy et un mandat sur le territoire du Ruanda-Urundi, partie de l'ancienne Afrique Orientale allemande, ainsi que le droit à des réparations de l'Allemagne.

.....

c) *La Belgique dans sa période d'après-guerre, 1945-1950*

En 1944, fut créée l'Union économique et militaire de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, c'est-à-

dire le Benelux, devenue l'un des moyens de l'expansion anglo-américaine. Le plan d'expansion américain — plan MARSHALL — a reçu l'approbation de tous les partis de la bourgeoisie. La Belgique entra dans l'« Organisation de la collaboration économique européenne », devenant par le fait même un des pays « marshallisants ». Le 2 juin 1948, la Belgique et les U. S. A. signèrent un double accord dans le cadre du « plan MARSHALL » en vertu duquel les monopolistes américains reçurent le droit de s'installer en maîtres en Belgique et dans le Congo belge, qui possède les mines d'uranium les plus riches.

Au détriment des intérêts nationaux de la Belgique, les U. S. A., suivant « le plan MARSHALL », écoulent les produits de leurs industries sur le marché belge, faisant concurrence aux marchandises belges et forçant la Belgique à réduire une série de branches de l'industrie nationale au chômage. Le résultat est, qu'en 1948, le déficit de la balance du marché en Belgique était de treize milliards.

En 1945 (époque de sa création), la Belgique entra dans l'Organisation des Nations Unies, où elle soutient entièrement la politique des impérialistes anglo-américains. Le Gouvernement belge accepta la proposition anglo-française, concernant la conclusion d'un accord entre l'Angleterre, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Le 17 mars 1948, fut signé à Bruxelles le pacte rendant officielle cette « Union Occidentale ». Les sphères dirigeantes belges soutiennent également toutes les mesures destinées à la réalisation du pacte agressif Nord-Atlantique (v. Pacte Atlantique), dont un des pays participants est la Belgique. Enfin, depuis la création à Londres du « Conseil Européen » (janvier 1949), la Belgique fit partie également de cette organisation destinée à masquer sous un voile idéologico-politique, l'américanisation de l'Europe. Les sphères dirigeantes de la Belgique prennent une position hostile vis-à-vis de

l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire. La presse réactionnaire, soutenue par le Gouvernement belge, calomnie, au sujet de celui-ci, l'Union Soviétique. On crée toutes sortes d'obstacles au rapatriement des citoyens soviétiques venant de la Belgique. En même temps, les sphères réactionnaires ont intensifié la lutte contre toutes les forces démocratiques dans le pays, forces à la tête desquelles se trouve le parti communiste. En 1947-1949, des grèves éclatèrent dans tout le pays sous le signe de l'amélioration de la situation des masses travailleuses et du changement de la politique gouvernementale.

Aux élections parlementaires du 6 juin 1949⁽¹⁾, tous les partis bourgeois, depuis les socialistes jusqu'aux catholiques, constituèrent un front unique réactionnaire contre toutes les forces démocratiques. En conséquence de l'activité schismatique des socialistes de droite et de leur politique de collaboration avec les catholiques, les partis social-chrétien et libéral triomphèrent, et le gouvernement SPAAK démissionna.

Le 10 août 1949, après une crise gouvernementale d'un mois et demi, un des leaders du parti social-chrétien, EYSKENS, forma un gouvernement composé des éléments les plus réactionnaires des partis social-chrétien et libéral.

En liaison avec les plans agressifs des aventuriers américains, le gouvernement EYSKENS, en septembre 1949, fit une dévaluation dont la conséquence fut une chute brusque du niveau de vie des travailleurs et s'achemina vers la militarisation de la Belgique.

La politique antinationale et antipopulaire du gouvernement provoqua un ample mouvement protestataire, dont une des principales manifestations fut, en octobre

⁽¹⁾ La traduction des passages suivants est empruntée à la revue *Le Flambeau*, n° 4 de 1952.

1949, le premier Congrès des partisans de la paix, tenu en Belgique. Visant à l'écrasement des forces démocratiques, dont le parti communiste avait pris la tête, et à la consolidation au pouvoir des impérialistes américains et belges, le gouvernement, dans une atmosphère de terrorisme, procéda le 12 mars 1950 à un référendum sur la question du retour du roi. En faveur de ce retour se prononcèrent seulement 57,7 % des voix ; en Wallonie y compris Bruxelles, la majorité de la population se prononça sans ambages contre le retour de l'ex-roi. Le résultat du référendum fut d'exaspérer les oppositions de classe. Le gouvernement EYSKENS, le 18 mars, démissionna, mais resta au pouvoir pour faire les élections et dissoudre le parlement avant l'expiration du mandat de ce dernier. Les élections du 4 juin amenèrent au pouvoir un gouvernement social-chrétien ayant à sa tête DUVIEUSART.

Ce gouvernement soutenait l'idée de l'établissement d'une base unique, militaire et économique, des États-Unis en Europe, par le moyen de l'unification, sous l'hégémonie des États-Unis, de l'industrie lourde des pays marshallisés (le soi-disant « plan SCHUMAN »), et, du même coup, acquiesçait à la liquidation des derniers vestiges de souveraineté de la Belgique.

.....

d) *Le catholicisme en Belgique* ⁽¹⁾.

Jusqu'en ces tout derniers temps, le catholicisme a exercé une très forte influence sur la science. La réaction catholique, devenue aujourd'hui un instrument de l'agression impérialiste des États-Unis contre la souveraineté nationale et la culture nationale de la Belgique, mène l'assaut contre la science d'avant-garde. Un des centres de la réaction idéaliste contre le contenu matéria-

⁽¹⁾ Ce titre est de l'auteur de la présente note.

liste de la science moderne de la nature (¹), est l'Université Catholique de Louvain. Le cardinal MERCIER, qui fut primat de Belgique au temps de la première occupation germanique et qui fut longtemps le chef du mouvement néo-scolastique, est l'auteur d'un *Cours de philosophie scolaire*. Mais c'est une propagande réactionnaire et antiscientifique non déguisée que mène GOBLET D'ALVIELLA dans ses innombrables publications sur l'hiérographie, l'hiérologie, l'hiérosophie, remplies de divagations mystiques. Le physicien relativiste, professeur à l'Université de Louvain, l'abbé LEMAÎTRE, développe la théorie idéaliste de l'« univers élargi ».

D'autre part, dès avant la seconde guerre mondiale, une série de savants belges progressistes menaient le bon combat contre la réaction dans la science et dans la vie publique. Pendant la période de l'occupation hitlérienne, les savants belges de premier plan prirent part au mouvement de la Résistance (les professeurs d'Université de Bruxelles R. Mrak (lisez MARCO), L. Carnil (CORNIL), etc... Actuellement beaucoup de savants belges, de plus en plus résolument, adhèrent au front des partisans de la paix. Le savant belge progressiste le plus en vue est Jean BRACHET. Citons, parmi les leaders de la Ligue belge pour la défense de la Paix, le mathématicien Paul LIBOIS, le physicien Max COSYNS, etc..

.....
e) *Le Socialisme en Belgique* (²).

Le parti socialiste a été fondé en 1885. Jusqu'en 1940, il porta le nom de « parti ouvrier ». Avant la deuxième guerre mondiale, il faisait partie de la « 2^e Internationale » ; son leader, Emile VANDERVELDE, qui a trahi

(¹) *Estestvovanie*, terme défini comme suit par l'*Encyclopédie* : « Science de la Nature, science des connaissances de l'homme au sujet de la nature. Connaissances au moyen desquelles l'homme domine la nature et se la subordonne ».

(²) Titre de l'auteur de la présente note.

les intérêts de la classe ouvrière, était président du Bureau Central de la « 2^e Internationale ». Après la catastrophe de la Belgique et l'occupation du pays par les troupes hitlériennes, le leader fasciste du parti, M. H. DE MAN, déclare le parti dissout. Pendant les premières années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale, sous la pression des masses, les leaders SPAAK, VAN ACKER, HUYSMANS, etc..., furent contraints de collaborer avec les communistes, mais en même temps ils soutenaient les libéraux et les catholiques. Au moment des élections de 1946, ils repoussèrent la proposition des communistes qui eussent voulu présenter des listes communes de candidats et constituer une plate-forme électorale « unifiée ». Ayant trahi le mouvement populaire qui s'était emparé de la Belgique en juillet-août 1950, ils sauvèrent la monarchie et assurèrent le renforcement au pouvoir des forces réactionnaires. Les leaders de droite du parti font à l'intérieur une politique anti-populaire et à l'extérieur une politique antisoviétique, satisfaisant complaisamment à toutes les exigences de l'impérialisme américain et des « monopolistes » belges (¹).

2. Apologie de l'impérialisme par les bourgeois et les socialistes de droite.

A l'époque de l'Impérialisme, la science bourgeoise mène jusqu'à la limite du possible la déformation consciente de la réalité, dans le but de justifier et d'embellir le régime d'exploitation, pourri jusqu'à la racine. Les valets savants de la bourgeoisie, de même que ses serviteurs socialistes de droite, considèrent que leur tâche essentielle est de cacher les ulcères béants de l'Impérialisme, sa condamnation historique, son inévitable destruction due à la force des choses. A côté de cela, ils font

(¹) Tous les textes qui précèdent sont extraits de la 2^e édition de la G.E.S., vol. 4, du 31 août 1950, chapitre sur la Belgique, pp. 557-576.

toujours de nouveaux essais « pour réfuter » l'immortel enseignement du marxisme-léninisme, essais qui se terminent par une défaite complète. Dans leurs travaux, V. LÉNINE et J. STALINE ont dévoilé les élucubrations et les faux-fuyants apologistes des « théoriciens » bourgeois et social-réformistes de l'Impérialisme.

En ce qui concerne les phénomènes de base de l'économie capitaliste, la pseudoscience bourgeoise de l'époque impérialiste rabâche sans fin « les théories », dévoilées depuis longtemps, de « l'économie politique vulgaire ». A la théorie scientifique de la valeur, les apologistes bourgeois de l'Impérialisme opposent la soi-disant « théorie du rendement-limite » et autres exercices analogues anti-scientifiques, dans un esprit psycho-subjectif (v. École autrichienne-École mathématique dans l'économie politique vulgaire). A la théorie de la plus-value, qui est l'unique clef à la compréhension de tous les processus du moyen de production capitaliste, ils opposent différentes petites idées apologistes triviales dans le genre de « la théorie du rendement du capital », etc... A la théorie scientifique de la reproduction capitaliste et des crises, on oppose toutes sortes de prescriptions charlatanesques du « capitalisme sans crises ». Tout ce méli-mélo éclectique, fait de lambeaux de toutes sortes de fictions de l'économie vulgaire, est complété par des élucubrations antiscientifiques, ayant pour but de justifier l'arbitraire absolu des monopoles capitalistes, l'expansion impérialiste, les guerres de brigands, l'envahissement des territoires coloniaux, l'oppression sociale sans précédent, la discrimination des peuples et des races — tout ce qui est inséparable de l'Impérialisme.

Caractérisant ce qui se passait dans le camp de la science bourgeoise, avant la première guerre mondiale et la victoire de la Grande Révolution socialiste d'octobre, LÉNINE écrivait : « Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous

une forme un peu voilée ; ils en dissimulent l'entièvre domination, les racines profondes ; ils s'efforcent de faire ressortir, au premier plan, des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes », tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc... Plus rares sont les impérialistes avoués, cyniques, qui ont la hardiesse de reconnaître ce qu'il y a d'absurde dans l'idée d'une réforme des traits essentiels de l'impérialisme ».

Les apologistes déclarés de l'Impérialisme chantent cyniquement des louanges aux traits les plus dégoûtants de la vie économique de l'Impérialisme et aux méthodes les plus féroces de la politique des États impérialistes. Ils justifient l'arbitraire monstrueux des monopoles dans l'État bourgeois qui leur est soumis, par l'invocation mensongère du « bien commun ». L'installation, en brigands, de l'Impérialisme dans les colonies et les pays dépendants est appelée, hypocritement, « mission civilisatrice » vis-à-vis des « frères mineurs » que sont les peuples arriérés. Les valets savants des États impérialistes bourgeois, qui luttent pour les sphères d'influence et la suprématie mondiale, chantent sur tous les tons les louanges des régimes économique et politique de leur État respectif, tout en dévoilant assez souvent les agissements impérialistes de l'État ou d'un ensemble d'États concurrents.

Les « critiques » petit-bourgeois de l'Impérialisme allient « la condamnation » de pure forme, peureuse et illogique, de certaines absurdités et crimes impérialistes isolés, qui crèvent particulièrement les yeux, à des lamentations impuissantes sur « les biens », qui n'ont jamais existé, du vieux capitalisme prémonopoliste. Portant aux nues le régime de la « libre concurrence », ils masquent, par tous les moyens, ce fait décisif que c'est justement la souveraineté sans limites de la concurrence

libre qui mène, immanquablement, à la création et à l'expansion des monopoles. Leur « opposition » à l'Impérialisme est, en fait, « réformiste, économiquement réactionnaire quant au fond » (LÉNINE), qui appelle en arrière et sème des illusions, parce que « l'amendement réformateur des bases de l'Impérialisme est un leurre » (LÉNINE).

Dans la période qui précédait la Grande Révolution socialiste d'octobre, les traîtres à la classe ouvrière, du camp de la 2^e Internationale, avaient recours à toutes sortes de sophismes dans le but de justifier l'Impérialisme et de cacher leur défection à la cause du socialisme. Niant le fait que le capitalisme était arrivé à un nouveau — et ultime — stade de son développement, ils représentaient l'Impérialisme comme étant une direction bien définie de la politique extérieure, qui ne serait pas indispensablement liée aux bases économiques du capitalisme actuel. Sur cette rupture entre la vie économique de l'Impérialisme et sa politique se basa la théorie de l'Impérialisme, avancée, pendant les années de la première guerre mondiale, par le renégat KAUTSKY. Dévoilant les sophismes de KAUTSKY, LÉNINE écrivait : « Il en résulte que les monopoles, dans l'économie, sont compatibles avec une façon d'agir en politique, qui ne serait ni monopolisatrice, ni violente, ni conquérante. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui fait la base de l'originalité des formes actuelles de la rivalité entre les plus grands États capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Ainsi KAUTSKY estompe, émousse les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Résultat : au lieu du marxisme, c'est du réformisme bourgeois » (LÉNINE, *Oeuvres*).

Les opportunistes de la 2^e Internationale tâchaient d'empoisonner la conscience de la classe ouvrière, lui faisant croire à une possibilité d'un développement paï-

sible sous l'Impérialisme. C'est ce but que poursuivait la théorie de « l'ultra-impérialisme » de KAUTSKY. Dévoilant cette théorie réactionnaire, LÉNINE lui opposait la loi du développement inégal du capitalisme dans les pays, à l'époque de l'Impérialisme ; loi déterminant inévitablement, entre les impérialistes, une lutte folle, laquelle entraînait immanquablement des guerres périodiques pour une répartition nouvelle des sphères d'influence, pour le repartage du monde. LÉNINE définit le sens véritable de « la théorie de l'ultra-impérialisme » comme étant « un but éminemment réactionnaire de consoler les masses par l'espérance en la possibilité d'une paix permanente sous le régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes épineux de l'actualité, et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait quel futur « ultra-impérialisme » soi-disant nouveau » (LÉNINE, *Oeuvres*).

Un succédané de la théorie de « l'ultra-impérialisme » de KAUTSKY est la théorie contre-révolutionnaire de « l'impérialisme pur » de BOUKHARINE, lequel, dans le but d'embellir l'Impérialisme, le « purifiait » des contradictions telles que l'anarchie de la production, la concurrence, la lutte sur les marchés, les crises. Cette même petite idée apologiste a été développée par R. HILFERDING lequel, dans la période d'avant la guerre 1914-18, présentait, selon l'expression de LÉNINE, « une tendance à concilier le marxisme et l'opportunisme » et qui, après cette guerre, affirma la théorie de traître du « capitalisme organisé », d'après laquelle l'ancien capitalisme anarchiste a été remplacé par un nouveau, soi-disant « planifié et organisé ». Des contradictions aiguës, intérieures et extérieures, du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, une croissance inouïe de la force destructrice de la loi de la concurrence et d'anarchie dans la production, la nature dévastatrice des crises, démontrent concrètement tout le côté mensonger de pareilles « théories ».

Après la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, dans la crise générale du capitalisme, les serviteurs socialistes de droite de l'Impérialisme rompent ouvertement avec le marxisme et construisent leur idéologie avec des lambeaux des « théories » bourgeoises réactionnaires. Actuellement, ce sont les leaders socialistes de droite qui vont le plus loin dans leur zèle servile devant les magnats du capital, en appelant ce brigandage qu'est l'Impérialisme américain, le prototype du « socialisme » et le plan pillard « MARSHALL » — début de la « planification socialiste » (L. BLUM).

Les apologues actuels de l'Impérialisme choisissent, dans les voiries de l'histoire, de petites idées, les plus réactionnaires et les plus misanthropes, et font revivre des théories qui ont été depuis longtemps démenties par le cours du progrès social. L'invention triviale qu'est « l'harmonie des intérêts des classes » des exploités et des exploitateurs, servie sous la forme renouvelée du « mondisme », du « régime corporatif », etc... est destinée à escamoter la profondeur et l'acuité des antagonismes inconciliables des classes, qui déchirent la société bourgeoise à l'époque de l'Impérialisme. Les sociologues et économistes américains vont, dans leur apologie impudente, jusqu'à appeler le régime contemporain de la souveraineté et de l'arbitraire sans bornes des monopoles : « le capitalisme populaire ».

D'autres avocats de ce système périmé, tout en reconnaissant que le mot même « capitalisme » est entièrement discrédité aux yeux des couches les plus larges de la population, proposent toutes sortes de nouvelles appellations pour le capitalisme actuel, rapace et parasite. Les leaders du socialisme de droite manifestent un zèle particulier dans l'escamotage des contradictions entre les classes dans la société capitaliste. Ils partent en guerre contre la théorie marxiste de la lutte des classes et prétendent que, dans le capitalisme actuel, il n'y a, soi-

disant, pas « d'opposition entre les classes ». Alors que l'oppression, exercée par les États impérialistes sur les pays asservis, colonies ou dépendants, grandit toujours, les valets socialistes de droite de l'Impérialisme déclarent que « le vieux capitalisme est mort » (A. BEVIN).

Les discours pseudoscientifiques sur « la vie économique réglable », « le rôle décisif » et « la nature qui est au-dessus des classes », d'un État bourgeois, l'assurance « d'engagements », ont pour but de distraire l'attention de larges sphères de la population des contradictions insolubles, extérieures et intérieures, de l'Impérialisme. A la suite des économistes bourgeois, les socialistes de droite, traîtres à la classe ouvrière, répètent ces mêmes idées sur tous les tons, tâchant de masquer l'accroissement de l'insécurité dans l'existence et la recrudescence d'exploitation de la population laborieuse à l'époque de l'Impérialisme. Les crises économiques qui se multiplient, tout en se distinguant à l'époque de l'Impérialisme par une acuité, une profondeur et une force destructrice inexistantes jusque-là, les armées de plusieurs millions de chômeurs, l'accroissement inouï de l'insécurité dans l'existence d'une majorité écrasante de travailleurs — tout cela met en pièces toutes ces « théories » apologistes.

La marchandise ayant le plus cours à la bourse idéologique de l'Impérialisme actuel, ce sont les élucubrations anthropophages d'un « pope » anglais du début du XIX^e siècle, MALTHUS, ayant pour but de faire endosser la responsabilité de toutes les misères, auxquelles le capitalisme condamne les masses populaires, aux lois soi-disant immuables de la nature. Ce qui prouve, magistralement, le marasme de la science bourgeoise à l'époque de l'Impérialisme, c'est qu'elle se sert des sales petites idées de malthusianisme pour prêcher la nécessité et même les bienfaits de la famine, des épidémies et, avant tout, des guerres impérialistes avec leurs méthodes de

brigands destinées à l'extermination en masse des peuples.

La théorie apologiste du vulgaire économiste anglais KEYNES, qui a une large diffusion dans le monde bourgeois et qui, dans des formes diverses, est répétée par de nombreux représentants de l'actuelle pseudoscience bourgeoise économique, a, à sa base, l'invention banale de MALTHUS qui dit que la consommation improductive (la prodigalité des classes parasites, la destruction des valeurs matérielles au moment des guerres) a une fonction soi-disant indispensable et utile dans le cours de la reproduction.

La « théorie » antiscientifique des races qui prétend qu'il existe des races soi-disant « supérieures » et « inférieures » est utilisée par les apologistes de l'Impérialisme dans le but de justifier l'installation des impérialistes dans les colonies et les pays dépendants, et de protéger les projets criminels de la « suprématie mondiale ». La théorie des races, ainsi que « la théorie de l'espace vital » étaient le contenu principal de l'arsenal idéologique du fascisme allemand. Après la deuxième guerre mondiale, l'idéologie fasciste a été entièrement reprise par les sphères dirigeantes des U. S. A.

Absolument stérile en ce qui concerne la connaissance véritable des lois économiques du développement de la société, impuissante devant les grands événements historiques actuels, la science bourgeoise de l'époque de l'Impérialisme sert à la bourgeoisie monopoliste pour tromper les masses.

Tout le cours du développement historique de l'Impérialisme démontre le bien-fondé de la théorie léninostalinienne de l'Impérialisme, qui considère celui-ci comme le dernier stade dans le développement de la méthode de production capitaliste, comme le capitalisme mourant, comme la veille de la révolution socialiste du prolétariat. La crise générale du système capitaliste mon-

dial, tant dans la vie économique que dans la politique, souligne, d'une manière particulièrement concrète, la condamnation historique du régime capitaliste dont le temps est révolu. Les difficultés économiques insolubles et les contradictions qui déchirent le monde capitaliste, la crise sans issue de la superstructure bourgeoise de l'État, la faillite complète de la démocratie bourgeoise, le marasme, la pourriture de l'idéologie bourgeoise — tout cela prouve que l'ère du capitalisme touche à sa fin, que tous les chemins mènent au triomphe du communisme (¹).

3. La discrimination des races.

La discrimination des races, c'est la restriction des droits d'une personne et sa persécution à cause de son appartenance à une certaine race. La discrimination des races se base sur la théorie misanthrope des races « supérieures » et « inférieures » et constitue une partie intégrante de la politique coloniale des pays impérialistes. La discrimination des races est très répandue aux États-Unis, vis-à-vis des Chinois, Hindous, Juifs et surtout vis-à-vis des 14 millions de Nègres, privés en réalité de droits élémentaires politiques et civils. Les cas d'assassinats impunis de Nègres sans procès (loi de LYNCH) ne sont pas rares.

Quoique les lois américaines interdisent formellement la discrimination des races, le tribunal suprême des États-Unis a reconnu que la discrimination des races n'est pas en contradiction avec la constitution, ce qui en réalité légitime cette discrimination.

La discrimination des races est aussi très répandue en Union sud-africaine, où elle est pratiquée par les colonisateurs anglais contre les Hindous. L'Assemblée générale de l'O. N. U., en examinant en 1946 la plainte du

(¹) G.E.S., 2^e édition, vol. 17, pp. 584, 585, 586.

Gouvernement de l'Inde, a constaté l'existence de la discrimination des races en Union sud-africaine. Cet avis fut approuvé par l'Assemblée générale de l'O. N. U. avec l'appui énergique des délégations de l'U. R. S. S., de Tchécoslovaquie et de Pologne, en dépit des objections instantes du bloc anglo-américain.

En U. R. S. S., la Constitution stalinienne a assuré législativement l'égalité des races, des nations et des sexes. Le principe de la discrimination est étranger au régime social et politique de l'État Soviétiqe (articles 122 et 123 de la Constitution de l'U. R. S. S.). La Chine et les pays de la Démocratie nouvelle qui se sont engagés dans la voie du Socialisme protestent énergiquement contre toute discrimination ⁽¹⁾.

4. Le Congo belge.

Durant une longue période, les sociétés capitalistes et les États qui les soutenaient, menèrent une lutte permanente pour dominer les territoires, qui constituent aujourd'hui le Congo belge.

A partir des années 70, au XIX^e siècle, la concurrence entre les capitalistes français et belges, pour la domination en Afrique centrale, a pris un caractère très acharné.

Suite au pillage des richesses du pays, à l'extermination et à la cruelle exploitation de la population et à l'occupation des territoires par les sociétés capitalistes, la population du Congo belge a beaucoup diminué, durant les deux premières décades de la domination des colonisateurs belges.

Tous les indigènes du Congo belge étaient accablés de lourds impôts ; on a installé un système de labeur forcé, qui a fait des travailleurs du Congo belge des esclaves.

La transformation du Congo belge en un des plus grands fournisseurs de ressources minérales fut la cause

(1) G.E.S., 2^e édition, vol. 14, p. 427.

de grands malheurs pour les indigènes opprimés et privés de droits.

En 1921, 1926, 1927, 1931-32, au Congo belge, eurent lieu des manifestations populaires antiimpérialistes cruellement étouffées par les colonisateurs.

Pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1945), les impérialistes des États-Unis ont soumis l'économie du Congo belge à leurs intérêts. L'Impérialisme américain a transformé le Congo belge en fournisseur des matières premières stratégiques. Il a créé sur son territoire des bases militaires, en utilisant le travail forcé des indigènes.

Opprimé par le joug des impérialistes américano-belges et par le joug des chefs des tribus, privé de droits, le peuple du Congo belge intensifie sa lutte contre les oppresseurs étrangers et locaux.

En 1942 éclata la grève générale des mineurs du Katanga ; en 1944-1945 eurent lieu des manifestations de soldats indigènes ; la grève générale au port de Matadi en 1945 s'est transformée en une insurrection armée, soutenue par les paysans des villages voisins.

En 1946-1947 eut lieu une série de grandes insurrections populaires contre le joug colonial.

En 1949-50 il y eut de nouveau au Congo belge des manifestations de mineurs qui représentent l'avant-garde du prolétariat indigène ; en 1952 une grève importante des travailleurs de Léopoldville éclata. Le peuple du Congo belge passe des formes spontanées aux formes organisées du mouvement antiimpérialiste (¹).

(¹) G.E.S., 2^e édition, extrait du chapitre sur le Congo belge, vol. 22, pp. 337-338.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
I. Vingt-cinq ans d'histoire de l'U.R.S.S.	6
II. L'esprit de la G.E.S.	13
III. La recherche scientifique en U.R.S.S.	20
1. Critiques de la recherche en régime capitaliste	20
2. La science prolétarienne	21
3. Le statut organique de la recherche	26
ANNEXES : Extraits de la 2 ^e édition de la G.E.S.	32
1. La Belgique	32
2. Apologie de l'impérialisme par les bourgeois et les socialistes de droite	38
3. La discrimination des races	46
4. Le Congo belge	47